

Booking.com propose des chambres d'hôtel dans les colonies israéliennes

Description

Mieke Zagt, Electronic Intifada, 24 février 2015

[150224-kalia-hotel-booking-com](#)

L'inscription de l'hôtel du Kibboutz Kalia sur sa liste par Booking.com n'avertit pas qu'il est situé dans une colonie de Cisjordanie

Je voyage souvent en Palestine. En général, j'évite les attractions touristiques mais au dernier j'ai décidé de faire un bref déplacement à la mer Morte. Cherchant un hébergement, j'ai consulté le site de voyage Booking.com.

Je me suis sentie immédiatement mal à l'aise. Est-ce que certains des hôtels répertoriés sur sa liste pouvaient se trouver dans des colonies israéliennes de la Cisjordanie occupée ?

Plutôt que de faire une réservation, je me suis rendue en voiture à l'un de ces hôtels. Bien que l'adresse donnée pour l'hôtel du Kibboutz Kalia sur Booking.com indique qu'il est dans l'actuel Israël, la véritable est bien différente. Il se trouve dans Kalia, une colonie de Cisjordanie qui est l'un des principaux actionnaires de la marque de cosmétiques Ahava.

[150224-rimonim-holiday-village](#)

Le village de vacances Rimonim Hermon est décrit comme étant situé en Israël plutôt qu'en Syrie occupée.

La colonie est située dans un village fermé. Cela veut dire que les Palestiniens y sont interdits. L'hôtel avait peu de clients quand j'ai appelé. Mais les informations trompeuses de Booking.com pouvaient facilement conduire des touristes sans méfiance à penser qu'ils étaient à l'intérieur d'Israël, quand ils sont en réalité dans une colonie israélienne.

Toutes les colonies d'Israël en Cisjordanie violent la Quatrième Convention de Genève qui interdit à une puissance occupante de transférer sa population civile dans les territoires qu'elle occupe. La construction et la maintenance de ces colonies représentent donc des crimes de guerre.

En faisant de la publicité pour des hôtels dans ces colonies, Booking.com encourage les crimes de guerre.

L'hôtel Kalia n'est en rien unique. Booking.com propose des hébergements touristiques dans des colonies qu'Israël a construites dans des territoires palestiniens et syriens qu'il occupe depuis 1967. Y figurent l'hôtel de l'Olivier, un hôtel israélien dans Jérusalem Est, des appartements à Kfar Adoumim qui est une colonie de Cisjordanie et le Village de vacances de Rimonim Hermon, dans les monts du Golan de Syrie.

Allégation fallacieuse

Au début du mois j'ai contacté Booking.com et demandé si cette société était consciente qu'elle offrait à ses clients la possibilité de séjourner dans des colonies illégales.

André Manning, un représentant de l'entreprise, a répondu : « nous essayons de répondre à la demande de nos clients et nous essayons de les loger au mieux à travers le monde.

« En général, pour toute propriété située en Cisjordanie, nous indiquons clairement si elle est dans le territoire palestinien ou en Israël que vous appelez ça ou non illégal, contesté, non reconnu, ce qui ne nous concerne pas » a-t-il ajouté.

150224-tekoa-lodge

Booking.com donne une adresse israélienne pour la Lodge de Tekoa plutôt qu'en Cisjordanie occupée

Cette affirmation est manifestement fautive. Le Lodge de Tekoa est situé dans une colonie construite illégalement en Cisjordanie occupée. Pourtant, l'adresse donnée sur Booking.com est en Israël.

Booking.com a été fondé aux Pays Bas dans les années 1990. Bien que la compagnie ait été rachetée par la firme américaine Priceline en 2005, son siège est resté à Amsterdam. Actuellement, c'est le site d'hébergement le plus populaire d'Europe.

La société peut ne pas être concernée par le fait de qualifier l'occupation de la Cisjordanie « illégale » ou simplement « contestée ». Mais, en tant que société établie aux Pays Bas, Booking.com devrait être attentive aux directives du gouvernement néerlandais.

Deux poids deux mesures

Frans Timmermans, ex premier ministre néerlandais, a mis en garde les entreprises néerlandaises contre le fait d'investir dans les colonies israéliennes de Cisjordanie. Timmermans, récemment nommé commissaire européen, a déclaré en 2013 que les territoires pris en 1967 « n'appartenaient pas à Israël ».

De même, « les lignes directrices sur les activités économiques et les droits humains » publiées par les Nations Unies en 2011 exigent des entreprises le respect du droit international, dont la quatrième convention de Genève.

On peut noter que Booking.com a bien voulu suivre des avis de décideurs politiques sur ses activités dans d'autres lieux.

L'an dernier, la société est réputée avoir demandé à des hôtels en Ukraine s'ils avaient des relations avec Victor Yanoukovitch, président déchu en février 2014, et avec dix sept autres individus contre lesquels l'Union Européenne avait pris des sanctions.

Anoeska Van Leeuwen, une représentante de Booking.com a été citée dans le Times de Moscou pour avoir dit que « en tant que société néerlandaise, nous sommes soumis aux

restrictions commerciales de l'UE ».

Le deuxième poids qui est en jeu ici est Booking.com est vivement actif quand des restrictions commerciales sont imposées à des personnalités politiques perçues comme hostiles à l'Occident. Mais cette société ne semble pas troublée de la façon dont elle couvre des crimes de guerre lorsqu'ils sont perpétrés par Israël.

Mieke Zagt est une militante des droits humains et une socialiste du Moyen Orient au Pays Bas.

Traduction SF pour l'Agence Media Palestine

Source: [Electronic Intifada](#)

date créée
2015/02/25